

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRETE N° 263 /PA/DAJ/MJC/2021

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,

Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,

Vu le Code de la route,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,

Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,

Vu la demande de l'Entreprise SOGETREL REUNION du onze mars deux mille vingt et un,

Vu l'avis de la DEER/Subdivision Routière Sud du douze mars deux mille vingt et un,

Vu l'avis N° 138/2021 du seize mars deux mille vingt et un de la police municipale,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux d'ouverture de chambre, d'aiguillage, de tirage de câbles et de raccordement à la fibre optique, il y a lieu de règlementer la circulation,

ARRETE

Art. 1. - La circulation se fait par alternat manuel sur les voies suivantes :

- Rue des Acalyphas au droit du N° 1.
- RN5 route de Cilaos au droit du N° 193.

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi vingt-neuf mars deux mille vingt et un au lundi dix-neuf avril deux mille vingt et un de huit heures à seize heures.

Art. 3. - Le présent arrêté fait également l'objet d'une publication sur le site Internet de la commune de Saint-Louis.

Art. 4. - La signalisation règlementaire est mise en place par l'Entreprise SOGETREL REUNION.

Art. 5. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise SOGETREL REUNION après les travaux.

Art. 6. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 7. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la mairie.

Art. 8. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise SOGETREL REUNION.

Fait à Saint-Louis, le 22 MARS 2021

Pour le Maire et par Délégation
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
 Conseillère Municipale
 Élu(e) aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de Secours
- Semittel
- Transport MOOLAND
- C.I.V.I.S
- M. Pierre LEBRETON
- Mme Lisemène SENNY PALANY
- Régie Route
- Service communication
- Entreprise SOGETREL REUNION
- Recueil des actes administratifs

LE MAIRE

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :

→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion

→ d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative